



GAZETTE NATIONALE ou LE MONITEUR UNIVERSEL.

A dater du 7 nivose an 8, les Actes du Gouvernement et des Autorités constituées, contenus dans le MONITEUR, sont officiels.

N° 45.

DIMANCHE, 14 Février 1808.

EXTÉRIEUR.

RUSSIE.

Petersbourg, le 19 janvier.

LA flotte de guerre russe de la mer Baltique est déjà presque entièrement équipée. Plus de 300 bâtimens à rames ayant à bord des troupes, l'accompagneront le printemps prochain dans le Sund.

— La fête dite du Jourdain, ou de la bénédiction des eaux, a eu lieu hier avec beaucoup de pompe. L'archevêque métropolitain avec un nombreux clergé, s'est rendu sur les bords de la Newa pour la bénir; une foule immense le suivait et s'empressait d'obtenir une portion des eaux ainsi sanctifiées, et auxquelles une opinion populaire attribue des vertus médicinales et miraculeuses. Toute la garnison était sous les armes; la cour et l'ambassadeur français assistaient à la cérémonie.

— La commission des embellissemens de la Newa a proposé à l'adjudication la fourniture des 104,520 pouds de fer de gueuse dans l'espace de trois ans, pour la construction des sept ponts sur le bras de rivière nommé la Mocka.

— Les dernières lettres d'Odessa annoncent qu'on ne doute plus du rétablissement de la bonne harmonie entre la Russie et la Porte; cette espérance a déjà ranimé la navigation entre Odessa et Constantinople; on voit continuellement arriver et partir des bâtimens sous pavillon autrichien, français, italien, turc et russe. On navigue à présent sur la Mer-Noire, aux mois de novembre et de décembre, avec autant de tranquillité que dans le milieu de l'été autrefois. Les marins turcs même ne redoutent plus cette mer si injustement surnommée Noire. D'après un relevé des dernières années, le commerce d'Odessa emploie annuellement six cents bâtimens et un capital de 14 millions. Le climat s'adoucit chaque année, grâce aux défrichemens, aux plantations et aux dessèchemens qui s'opèrent. C'est le second hiver que nous nous croyons transportés sous le ciel de l'Italie.

(Journal de l'Empire.)

GRAND-DUCHÉ DE VARSOVIE.

Varsovie, le 27 janvier.

S. A. le prince Poniatowski, ministre de la guerre, a reçu de S. M. le roi de Saxe, et a distribué vingt-six aigles de la Légion d'honneur, que S. M. l'EMPEREUR DES FRANÇAIS avait destinés à différens officiers de l'armée polonaise. Le prince ministre a écrit des lettres très-honorables aux militaires auxquels il a envoyé les aigles.

— Le froid se soutient; le thermomètre de Réaumur est descendu à 14 degrés.

(Gazette de France.)

DANEMARCK.

Altona, le 7 février.

Il a été ouvert ici, pour le compte de la ville de Berlin, un emprunt de six pour cent chez MM. Bauer et compagnie, sous la garantie des quatre principaux banquiers de Berlin.

— L'épizootie régnant dans plusieurs provinces prussiennes, le duc de Mecklenbourg a prohibé l'importation, dans ses Etats, du bétail de la Prusse.

(Idem.)

ROYAUME DE WESTPHALIE.

Cassel, le 7 février.

On a essuyé ici, l'avant-dernière nuit, un coup de vent très-violent; il a été suivi d'une pluie abondante et chaude. Ce fut après un tems à-peu-près semblable qu'eut lieu, en 1783, au mois de février, le tremblement de terre qui causa de si grands ravages dans la Basse-Italie. Ce qui doit faire croire cependant que la dernière tempête n'aura point été suivie d'un tel phénomène, c'est que le baromètre, qui deux jours auparavant s'était élevé au beau fixe, n'est descendu que jusqu'au variable.

— Les pluies et la fonte des neiges ont fait déborder le Mein.

(Idem.)

ALLEMAGNE.

Hambourg, le 4 février.

Des lettres particulières qu'on a reçues ici de Copenhague, annoncent qu'en ce moment on construit dans tous les ports danois, avec une activité extraordinaire, des bâtimens légers et des chaloupes canonnières, destinés à inquiéter au printemps le commerce anglais dans toutes les mers du Nord. Le nombre des corsaires augmente aussi de jour en jour. La mauvaise saison les a seule empêchés jusqu'à présent de faire des entreprises plus considérables; mais on peut déjà regarder le commerce anglais, dans la Baltique, comme totalement anéanti.

(Publiciste.)

Constance, le 1^{er} février.

Le premier soin de S. A. E. le prince-primat, après qu'il eut pris possession de ce diocèse, fut d'y répandre toutes sortes de bienfaits. Un de ceux qui ont le plus signalé son administration, c'est l'empressement avec lequel cet illustre prélat a établi, pour les progrès de la religion et le maintien de la discipline ecclésiastique, des conférences pastorales. Plusieurs ordonnances épiscopales ont été publiées à ce sujet, et il a été proposé jusqu'à trois cents questions importantes, relatives aux devoirs et aux fonctions des pasteurs. Chaque année, les ministres de la religion se rassemblent quatre fois à différentes époques; ils se communiquent et discutent dans ces réunions, le résultat de leurs travaux, qui est adressé ensuite au vicariat épiscopal; celui-ci y joint ses remarques et ses conclusions. Les décisions les plus importantes sont consignées dans les archives de l'évêché.

Tous les ans son altesse fait donner des prix pour la solution de questions qui sont proposées au concours. Une de ces questions, dont la solution a été généreusement récompensée par un prix de deux cents ducats, portait: « Quelles sont les causes principales qui nuisent à l'effet salutaire des pratiques de pénitence, et quels moyens peut-on employer pour arriver au but important qu'on s'est proposé en les instituant? » M. le curé Hueber, de Waldmosingen, est l'auteur du mémoire qui a remporté le prix. Un autre prix destiné à celui qui aura composé le meilleur catéchisme, sera distribué après Pâques.

(Gazette de France.)

BAVIÈRE.

Augsbourg, le 2 février.

Des lettres particulières que l'on reçoit de l'Autriche, de personnes bien informées, assurent que les plaintes répétées, venues de Trieste, au sujet de la rareté et de la disette de marchandises coloniales, viennent en grande partie de spéculateurs avides qui n'aspirent qu'à une hausse considérable, tandis qu'il y a, dans les magasins de cette ville, des provisions de café et de sucre qui sont suffisantes, non-seulement pour la monarchie autrichienne, mais pour les Etats environnans.

(Idem.)

ESPAGNE.

Vittoria, le 30 janvier.

Notre ville a donné avant-hier une fête magnifique à M. le maréchal Moncey, commandant la troisième armée d'observation. Les dames espagnoles ont assisté à un bal brillant qui a duré jusqu'au matin. Les Français et les Espagnols semblaient ne faire qu'une seule nation, dont les mœurs, les habitudes et les sentimens pour les augustes monarques de la France et de l'Espagne, n'offraient aucune nuance de différence.

(Idem.)

PORTUGAL.

Lisbonne, 29 janvier.

Les rues de cette capitale vont enfin être purgées de cette nuée de mendiens robustes et bien portans, qu'une charité mal entendue y

entretenait et y multipliait; au lieu d'aller de couvent en couvent recevoir des aumônes et de la nourriture, ces individus, la plupart très-dangereux pour l'ordre public, vont être réunis dans des maisons de travail, où ils seront forcés de gagner leur pain par une utile industrie.

(Journal de l'Empire.)

ETAT ROMAIN.

Ancone, le 31 janvier.

Les premiers succès obtenus par les corsaires français, la Charlotte et la Fortune, armés en ce port par le sieur Antoine Passano, ont décidé cet armateur à en expédier deux autres, le Trajan et le Dix-sept-Décembre, qui ont mis à la voile le 12 janvier.

Les prises qu'ils ont faites et qui sont dans ce port au nombre de treize, malgré les gros tems qui ont eu lieu dans le golfe, justifient assez l'activité des capitaines, et sur-tout leur intelligence et leur courage.

Voici l'état exact de toutes ces prises:

L'Arlequin, capitaine Rubessa, provenant de Messine, et chargé de sel.

Le Bucephale, capitaine Peyzel, provenant de Messine, et chargé de citrons, coton en laine, amandes, café, laine, huile et vin.

La Catherine, capitaine Marunich, provenant de Saint-Pierre et de Syracuse, et chargé de caroubes.

Le Crédit, capitaine Bosich, provenant de Messine, et chargé de citrons, amandes, café, coton en laine, huile, vin, soieries et anchois.

La Grèce, capitaine Clesovich, provenant de Malte, et chargé de coton filé et en laine, et d'huile.

La Vertu, capitaine Soich, provenant de Malte, et chargé de coton en laine et filé, fil d'Angora, opium, manne et autres médicamens; peaux et safran.

Les Amis, capitaine Susavich, provenant de Messine, et chargé de citrons, amandes, coton en laine, café, manne, huile et soieries.

L'Helene, capitaine Tadjevich, provenant de Malte; vacant.

Le Raphaël, provenant de Messine, chargé de citrons, amandes, café, cables et safran.

L'Expert, capitaine Delgindice, provenant de Messine, et chargé de citrons et laine.

L'Honorable, capitaine Miovich, provenant de Malte, et chargé de coton en laine et filé.

Le Neptune, capitaine Medanich, chargé de sel de Cagliari.

Le Bizarre, capitaine Copetich, provenant de Malte, et chargé de passagers.

Le bâtiment Le Filz a été obligé par le mauvais tems et l'impétuosité du capitaine, de se rendre à Trieste.

La croisière de ces corsaires est si bien combinée, qu'aucun bâtiment provenant des pays ennemis, ne pourra se rendre à sa destination; et l'on peut assurer que le décret impérial du 17 décembre sera rigoureusement exécuté dans tout le golfe Adriatique. Nous nous attendons, en conséquence, à voir bientôt arriver ici de riches cargaisons expédiées de Sicile et de Malte pour les ports de Trieste et de Fiume.

INTÉRIEUR.

Gênes, le 4 février.

L'Académie des beaux-arts de Gênes vient de faire la distribution de ses prix. M. Brack, président de l'Académie, directeur des douanes, consul-général des Etats de Lucques et Piombino, et membre de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, a prononcé un discours dans lequel il a annoncé que M. Traverso, professeur de sculpture, comais par le conseil municipal pour exécuter la statue en pied de S. M. l'EMPEREUR ET ROI, destinée à l'embellissement de la ville de Gênes, en avait préparé le modèle, et que les marbres étaient prêts; que le même artiste avait achevé le buste de M. Bureau-de-Puy, que la reconnaissance du commerce de Gênes avait consacré à sa mémoire, et qu'il était déposé dans la salle de ses séances.

Le président a enfin annoncé que l'on venait de recevoir le plâtre du buste de S. M. l'EMPEREUR, exécuté par le célèbre Canova, et qu'on en a fait sur-le-champ l'inauguration.

Paris, le 13 février.

Par jugement du 3 décembre 1807, le nommé Maranzat fils, domicilié à Campagnac, a été condamné par le tribunal correctionnel de Sarlat, département de la Dordogne, à un an de prison et à 500 fr. d'amende, pour avoir donné asile à un conscrit réfractaire.

Le tribunal correctionnel de Périgueux, même département, a condamné, le 10 de ce mois, pour le même délit, les nommés Mathieu et Méry Duval, de la commune d'Eylac, à un an de prison et à 300 fr. d'amende chacun.

Le nommé François Marsat, tisserand, domicilié en la commune de la Force, a été condamné, le 4 janvier 1808, à la même peine, pour semblable délit, par le tribunal correctionnel de Bergerac.

Le même tribunal a condamné, le même jour, à deux ans de détention et à une amende de 500 fr., le nommé Daniel Brun, de Bergerac, pour avoir extorqué de la veuve Orthion, sous promesse de faire réformer son fils, conscrit de 1807, une somme de 138 fr., et pour avoir cherché à lui en extorquer une plus forte sous le même prétexte.

Le nommé Joseph Rostagno, joueur de violon, domicilié en la commune de Revigliasco, département de Marengo, a été condamné, le 2 janvier 1808, par le tribunal correctionnel d'Asti, à un an d'emprisonnement, à 300 fr. d'amende et aux dépens, pour avoir recelé sciemment un conscrit.

La cour spéciale du département de l'Arriège a condamné à huit ans de fers, à la flétrissure et aux frais, le nommé Bernard Couty, de la commune de Saint-Lary, pour la fabrication de faux passeports distribués à des conscrits.

DECRETS IMPERIAUX.

Par décret du 11 de ce mois, M. de la Rochefoucauld a été nommé ambassadeur en Hollande.

MINISTERE DU GRAND-JUGE.

Par jugement du 5 janvier 1808, sur la demande de Louis Mathias, soldat au 88^e régiment d'infanterie de ligne, en garnison à Strasbourg,

Le tribunal de première instance à Dieppe, département de la Seine-Inférieure, a ordonné une enquête pour constater l'absence de Louis-Nicolas-Victor Mathias, disparu depuis 14 à 15 ans, sans qu'on ait eu de ses nouvelles.

Par jugement du 30 juin 1807, sur la demande de Louis-Pierre Lafond, charbon, et de Sophie-Agathe, sa femme, demeurant commune de Saint-Lubin, au hameau de la Haye,

Le tribunal de première instance à Dreux, département d'Eure-et-Loir, a déclaré l'absence de Jacques Gobet, leur frère et beau-frère, enrôlé comme réquisitionnaire sous les drapeaux de l'Etat, et dont on n'a pas eu de nouvelles depuis le 28 pluviôse an 10.

Par jugement du 4 janvier 1808, sur la demande de Prosper Henriot, et autres intéressés,

Le tribunal de première instance à Château-Thierry, département de l'Aisne, a déclaré l'absence de Denis Leclerc, de Château-Thierry.

Par jugement du 14 décembre 1807, sur la demande de dame Thérèse Dast, veuve Bergès, habitante d'Auch,

Le tribunal de première instance à Toulouse, département de la Haute-Garonne, a ordonné une enquête pour constater l'absence de Joseph-François Dast, disparu depuis plus de quatre ans, sans qu'on ait eu de ses nouvelles.

Par jugement du 19 novembre 1807, sur la demande de Jean-Baptiste Dupuis, capitaine de la garde de Paris,

Le tribunal de première instance à Metz, département de la Moselle, a ordonné une enquête pour constater l'absence de Jean-Baptiste Dupré.

Par jugement du 8 novembre 1807, vu la demande des enfans majeurs de Jean-François Fromaigeat, ancien fondeur, et de Marie-Anne Mouillet, sur l'absence de Ferdinand Mouillet, disparu depuis 1751,

Le tribunal de première instance à Dôle, département du Haut-Rhin, a envoyé les demandeurs en possession définitive de la moitié des biens dudit Ferdinand Mouillet, leur oncle.

Par jugement du 28 décembre 1807, sur la demande de Charles Godreuil, marchand à Briquibecq, et autres intéressés,

Le tribunal de première instance à Valogne, département de la Manche, a ordonné une enquête pour constater l'absence de François Pasquier de Quettelot, près Briquibecq, parti en 1793 pour le service militaire.

Par jugement du 27 mars 1806, sur la demande de Nicolas Carré, propriétaire cultivateur à Saint-Georges sur la Prée,

Le tribunal de première instance à Bourges, département du Cher, a ordonné une enquête pour constater l'absence de François Blain, de Saint-Georges-sur-la-Prée, parti pour le service militaire en 1775, sans qu'on ait eu de ses nouvelles depuis cette époque.

Par jugement du 28 brumaire an 13, vu la demande de Jean et Françoise Peyrusse Laffeur, frère et sœur, domiciliés à Montléon et à Maubourguet, en déclaration d'absence d'autre Jean Peyrusse leur frère, disparu depuis plus de dix ans,

Le tribunal de première instance à Tarbes, département des Hautes-Pyrénées, a ordonné une enquête contradictoirement avec le procureur impérial, pour constater l'absence de Jean Peyrusse.

LOTÉRIE IMPÉRIALE.

Tirage de Lyon, du 9 février.

87. 20. 55. 86. 77.

Tirage de Strasbourg, du 11 février.

53. 45. 14. 63. 5.

LITTÉRATURE. — HISTOIRE.

Vie de George Washington, général en chef des armées américaines, durant la guerre de l'indépendance, et président des Etats-Unis d'Amérique; composée sur ses Mémoires, qu'il a légués à son parent, le très-honorable Bushrod Washington; précédée d'un Précis de l'histoire des colonies fondées par les Anglais, sur le continent de l'Amérique septentrionale; rédigée par John Marshall, président de la cour suprême de justice des Etats-Unis; et traduite de l'anglais, par P. F. Henry (1).

SECOND EXTRAIT.

(Voyez le Moniteur du 4 janvier.)

La tranquillité que la paix de 1763 avait rendue aux colonies anglaises de l'Amérique septentrionale, ne fut pas de longue durée; et l'inquiétude que les Français leur avaient donnée s'était à peine dissipée, qu'elles eurent à soutenir contre leur métropole la lutte si mémorable, dans laquelle leurs anciens ennemis devinrent pour elles des alliés généreux et fideles. Cette grande révolution méritait, par ses rapports avec l'histoire de la nation française et par son importance réelle, que nous en assignions les causes, et que nous en retracions les circonstances principales.

(1) Cinq gros volumes in-8°, sur papier carré fin d'Anvers, accompagnés d'un bel atlas de 16 planches, gravées avec le plus grand soin par d'habiles artistes, contenant le portrait de Washington, de plusieurs vues, plans de batailles et de cartes revues avec soin. Prix, 36 fr.

Il a été tiré quelques exemplaires, papier vélin d'Annonay, les épreuves avant la lettre, et dont il ne reste plus que très-peu d'exemplaires. Prix, reliés à la Bradel, 78 fr.

Pour recevoir franc de port par la poste, il faut ajouter 10 fr.

A Paris, chez Dentu, imprimeur-libraire, éditeur de la Géographie de Pinkerton, rue du Pont-de-Lodi, n° 3; ci-devant quai des Augustins, n° 17.

L'autorité que la Grande-Bretagne devait exercer sur ses colonies n'avait jamais été déterminée avec précision. On soutenait en Angleterre que le parlement devait joindre à leur égard de tous les droits attachés à la souveraineté. On prétendait au contraire, dans toutes les provinces de la Nouvelle-Angleterre, que les Assemblées coloniales étaient dépositaires de la puissance législative, excepté dans les cas où elles y auraient renoncé formellement. Les Anglo-Américains, y disait-on, étaient sujets de la couronne britannique et non du peuple anglais, et ils ne devaient aucune obéissance aux lois auxquelles leurs représentants n'avaient point consenti; ce principe fut modifié ensuite; mais l'opinion que les actes du parlement ne devaient être obligatoires pour les colonies d'Amérique, que lorsqu'ils en concernaient les rapports extérieurs et le commerce, paraît y avoir été adoptée généralement.

Ce ne fut que vers l'année 1739 qu'on forma le dessein de faire taxer les colonies de l'Amérique septentrionale par le parlement. Le ministre principal n'ayant pas approuvé ce projet, on y renonça alors; mais on le fit revivre en 1754. Ceux qui dirigeaient les conseils de la Grande-Bretagne à cette époque, parurent ne douter aucunement qu'elle n'eût le droit d'imposer les provinces d'outre-mer, et ils témoignèrent plusieurs fois l'intention d'en user promptement.

La guerre dans le cours de laquelle l'Angleterre conquiert le Canada, ayant coûté des sommes prodigieuses à cette puissance, nécessita une augmentation d'impôts.

Le ministère chercha de toutes parts de nouvelles sources de revenus; mais il éprouva la plus forte résistance chaque fois qu'il proposa d'établir de nouvelles taxes. Dans cet embarras, il porta ses regards sur le Continent de l'Amérique septentrionale. On reprit le projet qui avait été ajourné, et la chambre des communes déclara qu'il convenait d'établir, dans les colonies, des droits de timbre, dont le produit serait versé dans le trésor de l'échiquier. Cette simple déclaration excita une fermentation générale en Amérique; mais tandis qu'on y prenait les mesures les plus vigoureuses pour s'opposer aux prétentions de la métropole, il s'opérait une révolution totale dans le ministère britannique. La nouvelle administration n'approuva point la résolution qu'on avait prise de taxer les colonies sans leur consentement. M. Pitt prétendit même que le parlement n'avait pas le droit de le faire, quoique, disait cet homme d'Etat célèbre, la Grande-Bretagne eût sur ces provinces une autorité souveraine, tant sous le rapport du gouvernement que sous celui de la législation; et il soutint cette proposition singulière, que le droit d'imposer ne formait pas une partie de la puissance législative, ni du pouvoir exécutif, et que les contributions et les taxes étaient des concessions et des dons faits par les communes. L'acte du timbre fut révoqué; mais en même temps on déclara que la Grande-Bretagne pouvait exercer, dans tous les cas, le droit de souveraineté sur ses colonies. La nouvelle de cette révocation excita des transports de joie en Amérique. On y fit peu d'attention au principe abstrait, contenu dans la déclaration; on ne l'y considéra que comme un moyen imaginé pour ménager l'amour propre de la nation, et l'on crut qu'on ne tenterait jamais d'en tirer les conséquences.

Cependant le projet de fonder, au profit de la métropole, un revenu dans les colonies d'Amérique, avait beaucoup de partisans en Angleterre. Le Conseil, en l'absence de M. Pitt, qui avait été créé comte de Chatam, et que ses infirmités confinaient dans sa maison, fit, en 1767, présenter au parlement un bill par lequel on proposait d'établir un droit sur le thé et sur d'autres objets de commerce qui seraient portés de la Grande-Bretagne dans ses colonies. Ce projet fut adopté sans opposition. Dès que la Chambre des représentants du Massachusetts en eut connaissance, elle écrivit aux autres assemblées coloniales, pour qu'elles fissent présenter au roi des pétitions contre les actes du parlement, desquels les colonies avaient à se plaindre. Elles se rendirent toutes à cette invitation, et elles chargèrent les agents qu'elles avaient en Angleterre de ne rien négliger pour obtenir la révocation de ces lois. Il fut bientôt démontré que l'exécution n'en serait pas facile. Les officiers de la douane de Boston ayant fait saisir le navire *le Liberty*, leurs employés furent poursuivis, frappés, et contraints de se réfugier dans le fort William. Cet acte de violence porta le gouverneur à faire venir à Boston deux régimens, qui entrèrent dans la ville avec un appareil menaçant. Les casernes du château suffisaient pour les recevoir; on refusa de leur affecter d'autres logements. Sur ce refus qu'autorisait la loi, le gouverneur fit ouvrir la maison de l'Etat, et les habitans virent avec indignation les soldats se loger dans la salle même où se tenaient les séances des représentants.

Dans le tems où l'on avait recouru à ces mesures violentes, en Amérique, le roi faisait fréquemment annoncer au parlement qu'une disposition à refuser l'obéissance aux lois, et à résister aux résolutions du Corps-Législatif suprême

de la nation, se montrait toujours dans quelques-unes des colonies. Le mal ayant empiré, les deux chambres prièrent le monarque d'ordonner au gouverneur de Massachusetts d'envoyer la liste de tous les crimes de haute-trahison, commis depuis l'année 1767, ainsi que le nom des coupables, afin qu'il fût procédé contre eux en Angleterre. A cette nouvelle, l'Assemblée législative de la Virginie, qui ne montrait pas moins de courage que celle de Massachusetts, déclara que saisir quelqu'un pour lui faire son procès au-delà des mers, c'était violer le privilège dont tout Anglais devait jouir, et qui consistait à n'être jugé que par des jurés de son arrondissement, et à faire comparaître des témoins en sa faveur. Le gouverneur ayant eu connaissance de cette déclaration, prononça la dissolution de l'Assemblée; mais ceux qui la composaient s'étant réunis dans une maison particulière, signèrent un acte, que souscrivirent aussi le plus grand nombre des habitants de la province, et par lequel il fut résolu de s'opposer à l'entrée de toutes les marchandises tirées de l'Angleterre.

Depuis le commencement de la contestation, on avait cru généralement dans les colonies anglaises de l'Amérique septentrionale, que le plus sûr moyen de la terminer en leur faveur, était d'intéresser à leur sort les fabricans et les négocians de la Grande-Bretagne. En conséquence, il s'était formé dans le Massachusetts, dès les premiers jours du mois de mai 1768, des associations qui avaient pour objet d'empêcher l'importation des marchandises anglaises. Bientôt la mesure devint générale, et l'on ne négligea rien pour en assurer le succès. Les dames elles-mêmes, dédaignant les ornemens frivoles inventés par la mode en Angleterre, se firent gloire de paraître vêtues d'étoffes fabriquées dans leurs propres maisons. On surveilla toutes les importations; et la force de l'opinion publique suffit presque entièrement (exemple à jamais mémorable et digne d'être cité), pour prévenir l'exécution du pacte qu'on avait fait.

Peu de tems après que le parlement eut pris les résolutions violentes qui avaient de si fâcheux résultats en Amérique, des dispositions de nature à amener une conciliation se déclarèrent dans le cabinet britannique. Le duc de Grafton, qui était à la tête de l'administration, appuyait avec force la proposition de supprimer tous les droits qu'on avait imposés pour fonder un revenu dans les colonies. Cependant, quelque juste qu'elle fût, il ne put parvenir à la faire passer purement et simplement. On crut que, pour conserver à la Métropole l'autorité suprême en matière de législation, il fallait laisser subsister un des droits nouvellement établis, et celui auquel on avait soumis le thé fut maintenu. On ne prit jamais de plus fausse mesure. La contestation n'avait que le principe pour objet. Le produit des taxes qu'on voulait lever eût été trop peu considérable pour mériter que de part et d'autre on se fût exposé aux dommages qu'on avait déjà soufferts; mais le droit était tout. L'opposition des Anglo-Américains était fondée sur la conviction qu'ils avaient exclusivement celui d'établir des impôts dans leur pays; et l'effet que leur résistance avait déjà produit, ne devait pas les porter à céder.

Les deux régimens de garnison à Boston ne pouvaient être vus que de mauvais œil par les habitants. Cette mésintelligence occasionna fréquemment des rixes, et à la fin il y en eut une dans laquelle quatre jeunes citoyens furent tués. Ce fut là le premier sang versé dans cette grande querelle qui ensuite en a fait répandre des flots.

La détermination que les colonies avaient prise de ne point tirer de thé d'Angleterre, en avait tellement réduit la consommation qu'il s'en était fait des amas considérables dans les magasins de la compagnie des Indes, qui parvint à obtenir la suppression du droit qu'on devait payer pour l'exportation de ces articles de commerce. En conséquence, il s'en fit des chargemens très-considérables pour Boston, pour New-York, pour Philadelphie, pour Charlestown et les autres villes principales d'Amérique. L'instant de la crise approchait; et la conduite que les colonies allaient tenir devait décider si elles seraient soumises à ces taxes imposées au gré du parlement britannique. On jugeait que le thé serait vendu si l'on en permettait le débarquement, et que par conséquent le droit serait payé et le principe reconnu. Cette crainte fut générale, et l'on excita de toutes parts une violente fermentation dans les esprits. Presque tous les vaisseaux qui eurent du thé dans leur cargaison, furent obligés de le remporter. A Charlestown on le débarqua, il est vrai; mais on l'y renferma dans les magasins où il séjourna long-tems et s'avaria. A Boston, une foule courut vers le rivage (le 18 décembre 1773), où des hommes déguisés en Indiens monterent sur les navires mouillés dans le port, et jetèrent à la mer tout le thé qu'ils y trouverent.

L'indignation fut portée au plus haut degré dans les deux chambres du parlement, lorsqu'elles apprirent ce qui s'était passé en Amérique. On

interdit le port de Boston, et l'on subvint toute la chartre de Massachusetts. Cependant un des membres ayant demandé que la chambre des communes se formât en comité, sa proposition fut appuyée par le célèbre Burke, qui déploya en cette occasion toute l'éloquence dont il était doué; mais la demande fut rejetée. Le comte de Chatam parut dans la chambre des pairs où, malgré sa mauvaise santé, l'avait amené l'inquiétude que lui donnaient les résolutions qui devaient plonger la nation anglaise dans le plus grand embarras. Ses efforts furent inutiles; ni la considération dont il jouissait, ni la solidité de son jugement, ni sa mâle éloquence, ne purent empêcher l'adoption d'un système dont le démembrement de l'Empire britannique devait être l'effet.

A la nouvelle de l'acte qui fermait le port de leur ville, les habitants de Boston se rassemblèrent; mais loin de chercher leur salut dans la soumission, ils se montrèrent plus déterminés à mesure que l'orage s'approcha. Ils déclarèrent injuste et barbare la mesure qu'on venait de prendre, ils en appelèrent à Dieu et aux hommes, et invitèrent les habitants des autres colonies à rompre tout commerce avec la Grande-Bretagne. La plupart de ces provinces firent de semblables déclarations, et onze d'entre elles nommèrent, pour la formation d'un Congrès général, des députés qui arrivèrent à Philadelphie le 4 septembre 1774. Ce Congrès, après avoir décidé que chaque colonie n'aurait qu'une voix, quel que fût le nombre de ses députés, qu'il délibérerait à huis clos, et que tous ses actes, à l'exception de ceux qu'il jugerait à propos de publier, seraient tenus secrets, s'empressa de s'acquiescer de ses importantes fonctions. Son premier soin fut de faire rédiger une pétition qui devait être remise au roi, et des adresses pour le peuple de la Grande-Bretagne, du Canada et des provinces représentées dans le Congrès. L'Assemblée, lorsqu'elle eut terminé toutes les opérations dont elle avait été chargée, et qu'elle eut recommandé d'en ouvrir une autre à Philadelphie, au mois de mai 1775, se sépara. Ses actes excitèrent l'enthousiasme dans toutes les colonies de l'Amérique-Septentrionale, et les habitants s'exercèrent avec ardeur au maniement des armes. Les hostilités étaient déjà commencées dans le Massachusetts, où les officiers anglais avaient proclamé la loi martiale, et en même tems offert, mais en vain, leur pardon à tous ceux qui se soumettraient.

L'obstination de la métropole et la persévérance de ses colonies ayant rendu la guerre inévitable, le Congrès s'y prépara; et lorsqu'il fut nécessaire de nommer un commandant en chef des troupes américaines, son choix tomba sur George Washington qui dut cet honneur principalement à la solidité de son jugement, à sa probité et à ses talens. Ce grand homme, qui était né dans la Virginie, le 22 février 1732, fit connaître de bonne heure les dispositions qu'il avait pour le métier des armes. A l'âge de 19 ans, il fut nommé adjudant-général des troupes de sa province, avec rang de major. Braddock le prit ensuite pour aide-de-camp, et après la mort de ce général, Washington fut fait colonel. Il quitta son régiment pour aller siéger à l'Assemblée générale de la Virginie, dont il avait été nommé membre. Vers la même époque il épousa une veuve à laquelle il était attaché depuis quelque tems, et qui réunissait aux qualités de l'ame les dons de la fortune et la beauté. Le peu de bien qu'il avait reçu de son père, Washington l'avait considérablement augmenté par une honorable industrie. Lorsque les troubles commencèrent, il vivait retiré dans son habitation du Mont-Vernon. Il se déclara de bonne heure et avec force contre les prétentions de la métropole. Des compagnies qui s'étaient formées dans les comtés septentrionaux de la Virginie, le choisirent pour leur commandant. Washington ayant été nommé membre du premier Congrès, il y fut bientôt reconnu pour le meilleur officier qu'il y eût en Amérique. Washington accepta le commandement suprême, avec cette défiance de ses propres forces, qui accompagne toujours le vrai mérite, et il montra dès-lors un désintéressement rare, en refusant le traitement qui lui avait été offert. Il s'empressa d'aller se mettre à la tête de l'armée, si l'on pouvait donner ce nom à un corps d'environ huit mille hommes, levés à la hâte, et manquant la plupart de vêtemens, d'armes et de munitions.

Nous inviterons à consulter l'ouvrage de M. Marshall, qui, en le composant, a eu sous les yeux les mémoires les plus authentiques, ceux qui voudront connaître les détails de cette guerre si longue que se sont faite les Anglais et les Anglo-Américains: l'évacuation de Boston par les premiers, l'expédition si hardie, dont la conquête du Canada était l'objet, et qui fut dirigée par le général américain Arnold, dont la trahison a ensuite attaché une si honteuse célébrité à son nom; l'incendie de Norfolk effectuée par les deux partis; l'invasion de la Caroline méridionale par les Anglais, et l'échec que leur flotte reçut devant le fort Moultrie, en furent, jusqu'à la déclaration d'indépendance, les opérations principales.

Cette déclaration que nécessitaient l'état des affaires et une sage politique, fut faite par le

Congrès, le 4 juillet 1776. Elle excita la joie la plus vive dans les Etats-Unis, où cependant elle accrut la force du parti qui restait attaché à la Mère-patrie. Les renforts qui arrivèrent ensuite aux Anglais, et l'épuisement de l'armée américaine contraignirent celle-ci à évacuer l'Isle-Longue et New-York, à passer la rivière du Nord, et à faire retraite par le New-Jersey. Mais Washington, qui ne se laissa point abattre par ces révers, prit des mesures si habiles qu'avec les débris d'une armée vaincue, il remporta à Trenton et à Princeton, au mois de décembre 1776, des avantages qui rendirent la confiance à ses concitoyens. Elle se fortifia cette confiance par la victoire que le général Gates, officier d'un grand mérite, remporta à Still-Water, sur le général Burgoyne, dont l'armée fut forcée de poser les armes, le 17 octobre 1777. Ce dernier succès flatta d'autant plus les Anglo-Américains, qu'ils le jugèrent propre à déterminer la politique des cours qui désiraient détacher de la Grande-Bretagne, ses colonies de l'Amérique septentrionale.

Le Congrès avait cherché, dès le commencement de la guerre, à procurer aux Etats-Unis l'appui de quelques puissances étrangères, et particulièrement celui de la France, où M. Silas-Deane arriva au printemps de l'année 1776. Sou tenu en secret par la protection du Gouvernement français, cet agent parvint à fournir à ses compatriotes des armes et des munitions de guerre. Le célèbre Franklin et M. Arbur Lee furent promptement adjoints à M. Deane. A leur arrivée, ils eurent une conférence avec le comte de Vergennes; et ils reconnurent, dit M. Marshall, que les succès des armateurs américains avaient donné une idée favorable de l'énergie et des ressources de leurs concitoyens. La reddition de l'armée de Burgoyne fut connue à Paris, au commencement de décembre 1777, et les commissaires du Congrès saisirent cette occasion de presser la conclusion d'un traité que le ministère français examinait depuis un an. A la fin, il fut décidé que la France reconnaîtrait l'indépendance des Etats-Unis, à condition qu'ils s'engageraient à la maintenir, et qu'ils ne rentreraient plus sous l'obéissance de la Grande-Bretagne. Il fut conclu deux traités, l'un d'amitié et de commerce, et l'autre d'alliance éventuelle et défensive. Ces deux actes arrivèrent à Philadelphie le 2 mai 1778. Le Congrès qui venait de s'ajourner, fut convoqué sur-le-champ, pour y donner sa sanction; ce qu'il fit à l'unanimité des suffrages. Il est facile de juger des transports de joie que cet événement si vivement désiré excita dans tous les Etats-Unis.

Le Gouvernement français s'empressa d'ordonner tous les préparatifs nécessaires pour faire parvenir aux insurgens les secours qu'il leur avait promis. Le comte d'Estaing toucha deux fois à la côte de l'Amérique-Septentrionale, avec une flotte puissante, qui portait des troupes de débarquement. La première fois, des vents contraires avaient extrêmement ralenti sa marche; et ensuite la tempête l'ayant séparé de la flotte anglaise, ravit à l'amiral français une victoire qui, selon toute apparence, aurait été décisive. La seconde fois, il entreprit, conjointement avec les Américains, le siège de Savannah; mais malheureusement, ses instructions ne lui permirent pas de rester sur la côte des Etats-Unis assez long-tems pour réduire cette place, et il retourna dans les Indes-Occidentales, où nos possessions appelaient sa présence.

Au mois de juillet 1780, une escadre française qui était commandée par le chevalier de Ternay, et portait un corps de troupes, aux ordres du comte de Rochambeau, aborda à Rhode-Island. Quoique la saison spécialement consacrée aux opérations militaires, fût déjà fort avancée, les Français ne trouverent point les troupes américaines prêtes à prendre l'offensive; et l'on ne savait pas même quel serait le nombre d'hommes que pourraient fournir les divers Etats de l'Union.

Une autre flotte avait été équipée à Brest; les Anglais l'y bloquèrent; et le comte de Guichen, qui était dans les Indes-Occidentales, retourna en Europe sans envoyer à M. de Ternay les secours que ce dernier lui avait fait demander.

La flotte anglaise que commandait l'amiral Arbuthnot, ayant reçu des renforts considérables, tint long-tems l'escadre française bloquée à Newport. Le chevalier de Ternay, qui eut pour successeur M. Destouches, mourut dans cette ville, où Washington se rendit le 5 mars 1781. Le général américain y eut avec le comte de Rochambeau et le commandant de l'escadre une conférence, où il fut résolu d'embarquer un corps de troupes, et de mettre les vaisseaux en mer le plus tôt qu'il serait possible. Arbuthnot ayant suivi M. Destouches, l'atteignit le 16 mars par le travers des caps de la Virginie. Il s'engagea promptement une action partielle. Les forces étaient à-peu-près égales des deux côtés, et la victoire ne pencha ni vers l'un ni vers l'autre. Le lendemain, en vertu de la décision d'un conseil de guerre, l'escadre française retourna à Newport.

Cependant l'époque où les Français devaient soutenir avec plus de succès la cause des États-Unis, n'était plus éloignée. Vers la fin du mois d'août, le comte de Grasse entra dans la baie de Chesapeake, avec vingt-huit vaisseaux de ligne et plusieurs frégates. Le 5 septembre, il livra bataille à l'amiral Greaves. Le combat dura longtemps, et les deux flottes souffrirent considérablement. Pendant cinq jours consécutifs, elles cherchèrent, par une suite de manœuvres, à obtenir, l'une sur l'autre, un avantage qui pût être décisif. Les Français conservèrent généralement le dessus du vent; mais le comte de Grasse ne voulut pas hasarder un nouveau combat, qui aurait pu rendre problématique la prise de l'armée anglaise alors bloquée dans la Virginie. En retournant à son mouillage dans la baie de Chesapeake, la flotte française rencontra l'escadre de Newport, qui convoyait quatorze vaisseaux de transport, chargés de tout ce qui était nécessaire pour faire un siège. Greaves, qui ne pouvait tenir à de pareilles forces, alla réparer ses vaisseaux à New-York.

Washington et le comte de Rochambeau s'étant portés dans la Virginie, on investit York-Town, où le lord Cornwallis avait réuni toutes ses troupes. Le 17 octobre la place demanda à capituler. L'armée britannique, qui se montait à environ 8000 hommes, en sortit le 19 avec tous les honneurs militaires, puis elle posa les armes.

Cette guerre si désastreuse, que l'extrême imprudence du ministère britannique avait causée, et que le mauvais état des finances du Congrès, que le peu de pouvoir dont ce corps était revêtu, que le système vicieux qu'il avait suivi pour la formation de ses armées, que l'espace immense qui sépare l'Amérique de la France, et que la force maritime de la Grande-Bretagne avaient prolongée, fut à-peu-près terminée par la prise de York-Town. La satisfaction qu'en ressentirent les Américains-Unis, répondit à l'importance de l'événement. Le Congrès vota des remerciements à Washington, au comte de Rochambeau, au comte de Grasse, à tous les officiers de l'armée française, et en particulier au corps de l'artillerie et du génie. Cette Assemblée, pour perpétuer sa reconnaissance, décréta en outre, qu'il serait élevé à York-Town une colonne de marbre, qui serait surmontée des emblèmes de l'alliance des États-Unis et de la France.

Le ministère britannique s'était efforcé de la prévenir cette alliance, qui a été si fatale à l'Angleterre; et dans le tems où elle se négociait, il eut recours aux voies de conciliation à l'égard des États-Unis. Le parlement passa deux bills par l'un desquels il déclara qu'il n'établirait dans les colonies de l'Amérique septentrionale, des droits que sur le commerce, et que le produit net en serait toujours affecté aux besoins de ces provinces. Le second acte autorisait le gouvernement à nommer des commissaires qui auraient le pouvoir de proclamer une cessation d'hostilités en Amérique, de suspendre l'effet de la loi qui interdisait toute communication avec les colonies soulevées contre la métropole, et de publier une amnistie. Ces conditions, les insurgés les auraient acceptées avec joie, à une époque moins avancée. Mais par le traité conclu avec la France, les États-Unis avaient pris l'engagement de ne point consentir à faire désormais partie de l'Empire britannique, et l'honneur leur ordonnait de remplir cette promesse. En conséquence, le Congrès répondit qu'il désirait la paix, qu'il était prêt à la conclure; mais que pour préliminaires, il fallait que la Grande-Bretagne reconnût formellement l'indépendance des États-Unis, et qu'elle donnât à ses armées l'ordre d'en évacuer le territoire.

La reddition de l'armée du lord Cornwallis, et les glorieux succès des armes de la France et de l'Espagne dans les Indes-Occidentales, firent désirer toujours plus vivement la paix au peuple anglais, qui alors, comme il le fait aujourd'hui sans doute, ne partageait pas, au sujet de la guerre, l'opinion de son gouvernement. Le 27 février 1782, la chambre des communes vota une adresse, par laquelle elle demanda au roi qu'il fit cesser les hostilités contre les Insurgents. La réponse du monarque ayant paru ambiguë, la même chambre déclara qu'elle considérerait comme ennemis de S. M. et de l'État, tous ceux qui oseraient conseiller au souverain de continuer l'offensive sur le continent de l'Amérique-Septentrionale. Ces votes furent bientôt suivis d'un changement de ministère. Le gouvernement britannique reconnaissant enfin que la question de l'indépendance des États-Unis était résolue, s'efforça de les détacher du moins de leurs généreux alliés. Tous ses efforts furent vains; il se vit contraint de céder. Les articles préliminaires de la paix avec les États-Unis furent arrêtés le 30 novembre 1782. Cependant ils ne devaient avoir leur plein effet que lorsque ceux de la paix entre la France, l'Espagne et la Grande-Bretagne auraient été signés. Les derniers le furent enfin le 20 janvier 1783.

Lorsque la nouvelle que la paix définitive était conclue, fut parvenue en Amérique, les troupes britanniques évacuèrent (le 25 novembre 1783) New-York, qui, durant toute la guerre, avait été leur place d'armes. Washington fit ensuite son entrée publique dans cette ville, où il se sépara de ses frères d'armes, d'une manière extrêmement touchante. De New-York il se rendit à Philadelphie pour y faire apurer ses comptes, puis à Annapolis dans le Maryland, où le Congrès tenait alors ses séances. Le 23 décembre, il remit à cette assemblée les pouvoirs qu'il en avait reçus, et il se retira dans son habitation du Mont-Vernon. Mais la Nature se plaît quelquefois à former des hommes qu'elle ne rend pas moins propres à régir qu'à défendre les États, et à qui l'intérêt public interdit les douceurs de la vie privée. Washington n'en jouit pas longtemps; et nous montrerons dans un troisième et dernier article, le commandant en chef des armées américaines, revêtu de la magistrature suprême d'une nation qui lui doit en grande partie son indépendance et le rang distingué qu'elle occupe parmi les puissances.

BEAUX-ARTS.

Notice sur Angelica Kaufmann.

Angelica Kaufmann était fille d'un peintre tyrolien, qui mena une vie errante; elle naquit à Coire, dans le pays des Grisons. Son père, étonné de ses dispositions précoces, la conduisit à Rome. Elle y acquit rapidement ce talent qui lui obtint de si brillants succès à Londres. Toutes les grandes maisons lui furent ouvertes; Georges III se fit peindre par elle, et voulut ensuite avoir d'elle les portraits de tous ses enfants.

Angelica mettait une expression singulière dans toutes ses compositions; et elle était douée, en outre, d'agréments personnels très-séduisants. Il lui fut fait plusieurs propositions de mariage; mais elle ne prêta l'oreille à aucune, tant était exclusif en elle l'amour de son art et de son indépendance. Parmi les hommes qui recherchèrent sa main, on distingua un artiste anglais, encore vivant et membre du parlement actuel. Les refus d'Angelica irritèrent ce peintre, qui, de concert avec quelques amis, chercha à se venger de la manière suivante:

Un jeune homme, pris dans la plus basse classe du peuple, mais porteur d'une belle figure, fut revêtu d'habits somptueux, et stylé à jouer le rôle d'un baronnet épris des charmes et des talents d'Angelica. La jeune artiste fut complètement dupe de cet artifice; elle donna son cœur, et bientôt après sa main au fourbe déguisé. Le mariage à peine conclu, le peintre rebuté se hâta de dévoiler son manège. La malheureuse Angelica tomba dans un désespoir qui faillit aliéner sa raison. Ses amis l'excitèrent à porter plaintes devant la loi. La justice prononça en sa faveur; elle fut séparée de son vil époux, mais avec l'obligation de lui faire une pension viagère. Il n'en jouit pas long-tems; la débauche hâta sa mort.

Angelica, redevenue libre, épousa un peintre vénitien, nommé Zucchi. Cet homme la rendit heureuse, mais il ne résulta point d'enfants de cette union. Le climat nébuleux de l'Angleterre ne convenant point à la santé d'Angelica Kaufmann, elle alla s'établir à Rome, dont elle ne s'éloigna qu'une seule fois pour faire un voyage dans le Milanais.

Zucchi étant mort, la veuve ne vécut plus que pour son art et pour ses amis. Sa maison était particulièrement ouverte aux étrangers; et les Italiens disaient qu'il ne serait pas plus pardonnable à un voyageur de passer à Rome sans voir Angelica Kaufmann, que sans voir le Pape.

La quantité d'ouvrages d'au pinceau de cette célèbre artiste surpasse l'imagination; la gravure en a répandu une partie dans toutes les contrées de l'Europe. Angelica excellait spécialement dans le portrait; elle en a fait de toutes les dimensions. Quand elle travaillait pour elle-même, ses compositions avaient communément pour objets des traits historiques ou des figures féminines idéales. Sans avoir, peut-être, atteint le suprême degré de la science et de la force, ses ouvrages se distinguent tous, du moins par une grâce ravissante, et plus encore par un coloris qui lui était particulier.

S'il est vrai qu'un artiste, vraiment digne de ce nom, se peigne dans ses œuvres, il sera facile de juger du caractère d'Angelica Kaufmann. Une douceur touchante embellit ses tableaux; une sérénité inaltérable a présidé à leur composition, sans exclure une chaleur d'âme qui ne s'éteignit jamais chez elle; ceux qui l'avaient connue à seize ans, la retrouvèrent avec toute sa vigueur intel-

lectuelle à 60. Elle mourut à Rome, le 5 novembre 1807. Ses épargnes étaient très-considérables; elle les répartit, par son testament, entre ses parents et ses amis.

(Journal de Paris.)

COURS DU CHANGE.

Bourse d'hier.

EFFETS PUBLICS.

Cinq pour 100 c. j. du 22 sept. 1807	86 fr. 15 c.
Idem. Louis. du 22 mars 1808	83 fr. 65 c.
Bons de remboursement	fr. c.
Provisoire	fr. c.
Bons an 7	fr. c.
Bons an 8	fr. c.
Rescriptions sur domaines	92 fr. c.
Rescript. pour rach. de rentes fonc.	fr. c.
Idem. Non réclamées dans les dép.	fr. c.
Act. de la B. de Fr. j. du 1 ^{er} janv. 1261	fr. 25 c.

SPECTACLES.

Académie impériale de Musique. Aujourd'hui, Iphigénie en Tauride, et la Dansomanie.

Théâtre Français. Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR donneront aujourd'hui, Athalie, et le Malade imaginaire, avec la cérémonie.

Théâtre de l'Impératrice, rue de Louvois. Les comédiens ordinaires de S. M. donneront aujourd'hui les Torts apparens, Marton et Frontin, et le Collatéral. — M^{lle} Regnier, élève de M. Monvel, continuera ses débuts.

Théâtre de l'Opéra-Comique. Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR donneront aujourd'hui

Théâtre du Vaudeville, rue de Chartres. Aujourd'hui, Raphaël, Fanchon, et la Marchande de Modes.

Théâtre des Variétés, Boulevard Montmartre. Aujourd'hui, M. Vautour, la Famille des Innocens, la Bonne Femme, et le Diable en vacances.

Théâtre de la Gaîté, boulevard du Temple. Aujourd'hui, l'Héroïsme des Femmes, et le Pied de Mouton. — Dem. la Tête du Diable.

Ambigu-Comique, boulevard du Temple. Aujourd'hui, le Faux Alexis, précédé du Jeune Homme enlevé. — Dem. Olympia.

Salle Montansier, Palais du Tribunat. Aujourd'hui, M. Ravel l'aîné, l'Incomparable, premier danseur de la Capitale, sur la corde tendue, dansera un pas de Zéphire, le nouveau pas espagnol.

Cirque Olympique de MM. Franconi, fils. Aujourd'hui, grands exercices d'équitation, danse et voltige, et la Lanterne de Diogene.

Panorama. Les vues des villes d'Amsterdam et de Boulogne, sont exposées au public, dans deux des rotondes du boulevard Montmartre, depuis dix heures du matin jusqu'à cinq. — Prix d'entrée, 2 fr. chaque.

Panharmonicon, Cour des Fontaines, n° 1. Tous les jours, à huit heures du soir, grand Concert d'harmonie.

Tivoli d'hiver, (ci-devant Veillée, salle de spectacle et Théâtre de la Cité réunis.) Aujourd'hui, Bal masqué, Gille dans la hotte, mascarade par M. Forioso. Opticographie de M. Gadbois. Tours de Préjean; Vues pittoresques et mécaniques; Concert, dans lequel on entendra M. Bianchi; 4^e début de M. Porte; Voltige par le jeune Intrepide. Exercices de MM. Forioso et Longuemare; Mmes Forioso sœur et Frascara; Feu d'artifice. — Prix, 3 fr. 30 c. par personne.

Retour du Zéphir, rue des Marais, n° 8, à l'entrée du faubourg du Temple. — Aujourd'hui et demain Bal paré. L'orchestre sera conduit par M. Maillot.

Salon des Redoutes et Concerts, rue de Grenelle-Saint-Honoré. Aujourd'hui, Fête et Bal d'hiver. Ils continueront d'avoir lieu tous les dimanche et jeudi. — Prix, 1 fr. 80 c.

Cabinet de Physique et de Fantasmagorie de M. le Breton, rue Bonaparte, à l'ancienne Abbaye Saint-Germain, vis-à-vis la poste aux chevaux. Ce Cabinet est ouvert tous les mercredi, vendredi et dimanche, à sept heures du soir, à huit les expériences de physique, à neuf la fantasmagorie. — On terminera par un orage, et la danse des sorciers. — Prix, 3 fr., et 1 fr. 50 cent.

Théâtre de la Nouveauté, à l'hôtel des Permes, rue de Grenelle-Saint-Honoré. Aujourd'hui, expériences de physique et mathématiques, tours d'adresse, de mécanique, fantasmagorie, de M. Olivier. On commencera à 7 heures et demie précises.

Théâtre pittoresque et mécanique de M. Pierre, rue Neuve de la Fontaine-Michandière, carrefour Gaillon. Spectacle tous les jours sans interruption, à sept heures et demie. M. Pierre continuera les pièces nouvelles annoncées par les affiches.